

STOP À L'INHUMAIN. CESSEZ-LE-FEU PERMANENT, LEVÉE DU BLOCUS, LIBÉRATION DE TOUS LES OTAGES, PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 30 NOVEMBRE 2023

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) appelle à la mobilisation samedi 2 décembre 2023, à 14h place de la République à Paris, et partout en France.

Depuis le 7 octobre 2023, un nouveau cycle de violences s'est enclenché sur les territoires d'Israël et de Palestine.

D'abord l'horreur des commandos du Hamas qui ont tué, dans des actes de terrorisme d'une violence inouïe, plus de 1 200 personnes et en ont enlevé plus de 200 autres détenues comme otages. La trêve actuelle a permis la libération de premiers otages, environ 160 sont encore détenus.

Puis la réaction du gouvernement israélien qui, par ses bombardements aveugles, organise la destruction impitoyable de Gaza et frappe indistinctement les populations civiles, force les populations à fuir plus au sud et a empêché, pendant 7 semaines, l'aide humanitaire d'entrer autrement qu'au compte-goutte. Une véritable catastrophe humanitaire est à l'œuvre à Gaza.

De massacres en bombardements aveugles, de vengeances en représailles, les innocents meurent par milliers. Le gouvernement israélien ne connaît que la vengeance, c'est-à-dire une réponse à l'inhumain par l'inhumain.

La trêve entamée le 24 novembre est bienvenue mais l'urgence demeure d'arrêter le cycle infernal des crimes de guerre, des tueries et des massacres.

Pour empêcher que des dizaines de milliers de civils ne meurent, sans soins, ne soient opérés sans anesthésie, privés d'eau et de nourriture, il n'y a aujourd'hui qu'une solution : cessez-le-feu immédiat, libération de tous les otages, fin du blocus et protection des populations civiles sous l'égide de l'ONU.

Un terme doit être mis aussi, en Cisjordanie, à la violence des colons, appuyés par l'armée d'occupation israélienne, mettant en péril toute possibilité de paix future.

Plus globalement, pour arrêter la course à l'abîme, il faut en finir avec les doubles standards : une vie vaut une vie, les Israéliens et les Palestiniens ont les mêmes droits et notamment celui à un Etat viable et sûr. Comme l'a rappelé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « aucune partie à un conflit armé ne peut se considérer au-dessus du droit international », qui est le même pour toutes et tous à commencer par le droit international humanitaire. L'ensemble des résolutions de l'ONU doivent enfin être appliquées et il doit être mis fin à la colonisation.

C'est la seule route vers la paix et la sécurité pour toutes et tous.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont les moyens de faire pression pour en finir avec la surenchère meurtrière, de faire pression pour le cessez-le-feu, pour le retour au respect du droit.

Dès maintenant, la France, dans le prolongement de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui a exigé le 27 octobre dernier une trêve humanitaire, et l'Union européenne dans son ensemble, doivent donner l'exemple. Les citoyennes et citoyens, les sociétés civiles, doivent faire pression sur leurs gouvernants pour construire la paix, pour le droit, pour la justice.

Nous ne lâcherons pas.

Ensemble nous pouvons, nous devons construire un nouveau camp pour la paix.

C'est pourquoi la LDH appelle l'ensemble de celles et de ceux qui se reconnaissent dans ces valeurs à se mobiliser lors des marches pour la paix et la justice.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898

